

Grand Paris Le périmètre régional tient la corde



Plusieurs conseillers du secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale, Christian Blanc, défendent un périmètre très large, qui ressemble à s'y méprendre à celui de la région. Le développement économique du territoire francilien souffrirait notamment de l'inertie des élus locaux, analysent certains conseillers. Les maires se montreraient plus enclins à bâtir des équipements pour leur population qu'à accroître l'attractivité économique de leur commune.

Comité «Balladur» (1) Les associations d'élus reçues

Dans le cadre du comité sur la réforme des collectivités territoriales qu'il préside, Edouard Balladur fixe actuellement le calendrier des auditions des associations d'élus. Celles-ci, publiques, devraient se dérouler durant la deuxième quinzaine de décembre.

Comité «Balladur» (2) Les DG veulent être entendus

Stéphane Pintre, président du [SNDGCT] entend bien porter la voix des DG dans le débat sur la réforme des institutions territoriales. « Nous avons une série de propositions et d'analyses à livrer au comité "Balladur" », indique-t-il. Le syndicat des DG a d'ores et déjà mis en place un groupe de travail sur le sujet. « Notre expérience en matière de gestion et d'organisation territoriale nous donne une certaine légitimité sur la question », estime le DGS d'Antibes.

Finances locales L'emprunt syndiqué devrait avoir lieu

Une trentaine de collectivités locales, sous l'égide de l'Association des communautés urbaines de France (Acuf), devraient émettre un emprunt obligataire, arrangé par HSBC et Natixis. Les collectivités syndiquées se sont interrogées sur l'opportunité de maintenir une telle opération, compte tenu de l'offre de la Caisse des dépôts, qui prête à un taux attractif (Euribor + 39 points de base). Souhaitant profiter de ces conditions, elles ont réduit le montant qu'elles emprunteront sur les marchés, de 250 à 150 millions d'euros.

Crise Les collectivités passeront l'hiver

Contrairement à ce que l'on pouvait croire en lisant la presse généraliste ces derniers temps, aucune collectivité ne fera faillite dans les semaines qui viennent. Les 5 milliards d'euros de prêt mis à la disposition des collectivités par la Caisse des dépôts devraient amplement suffire. Reste que, si la fin de l'année semble assurée, l'inquiétude pour l'avenir demeure vive (*lire p. 18*). Par ailleurs, les banques privées continuent de pratiquer des marges élevées, dépassant 100 points de base, compte tenu du prix auquel elles accèdent à la ressource.

Mobilité Nouvelle partie de chaises musicales

Si le mercato des directeurs généraux de service s'achève, celui de leurs adjoints débute. En effet, les DG récemment installés choisissent actuellement leurs collaborateurs. Cette année, près de la totalité des villes de plus de 50 000 habitants ayant connu l'alternance ont changé de DG. Le jeu de chaises musicales des DGA s'annonce, lui aussi, de grande ampleur.

Logement Gilles Carrez pour les aides à la pierre

Il a été beaucoup question de logement, lors du colloque de l'Association des maires de l'Île-de-France consacré à la crise financière (*lire p. 18*). A la tribune, Gilles Carrez, rapporteur (UMP) du budget à l'Assemblée nationale s'est clairement prononcé pour un renforcement des aides à la pierre. Une façon de condamner implicitement le projet de loi de mobilisation pour le logement, qui privilégie les aides à la personne.

Réforme de l'hôpital Martine Aubry défend les maires



La première magistrate de Lille a fait savoir au cabinet de la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot-Narquin, qu'elle ne voyait que des avantages à ce que les maires président le conseil d'administration de l'hôpital de leur commune. Le projet de loi « Hôpital, patients, santé et territoires » prévoit que cette présidence ne leur incombe plus systématiquement.